

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 6 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Laboratoires GOEMAR

Parc métropolitain Atalante - Avenue Atalante - 35430 ST JOUAN DES GUERETS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement Laboratoires GOEMAR implanté Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 ST JOUAN DES GUERETS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive réalisée suite à l'information transmise par la permanence zonale de la DREAL qu'un incident était survenu dans la matinée du 23/03/22 sur l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Laboratoires GOEMAR
- Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 ST JOUAN DES GUERETS
- Code AIOT dans GUN : 0005517152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement des Laboratoires Goëmar à Saint-Malo est dédié à la fabrication d'amendements et de produits phytosanitaires à partir d'algues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection réactive suite au signalement d'un sinistre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats réalisés ont mis en évidence une bonne gestion de l'incident par l'exploitant et le transporteur, notamment grâce à l'intervention et la mobilisation des services de secours.

2-3) Ce qu'il faut retenir des constats

Les constats réalisés sont relatés dans la fiche d'incident établie suite au déplacement de l'inspection sur le site et jointe au présent rapport. Ils ont mis en évidence une bonne gestion de l'incident par l'exploitant, le transporteur et le fournisseur du produit en cause, notamment grâce à l'intervention et la mobilisation des services de secours.

Si trois personnes ont été prises en charge, aucune pollution immédiate des cours d'eau ou de l'air n'a été mise en évidence. L'incident n'a pas eu de conséquences en dehors des limites de l'établissement.

Il ressort en outre des premières constatations que les causes de l'incident relèveraient plutôt du fournisseur (défaillance du conteneur).